

Ressources budgétaires de l'Etat Le Gabon en cessation paiement ?

Bien que les autorités donnent l'impression de maîtriser la situation et tentent de rassurer l'opinion, les signaux actuels montrent que le pays est au bord de la faillite.

Entre quatre et six Bons du trésor assimilables (BTA) ont été émis par le Gabon en l'espace de trois ans sur les marchés financiers sous-régionaux et internationaux. Le plus récent est celui émis le 12 octobre 2016 qui permet à notre pays de lever 20,5 milliards de francs sur le marché de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

Pour mieux comprendre ce dont il est question, il faut noter qu'un Bon du trésor est un titre d'emprunt émis par l'Etat et remboursable à échéance. C'est un titre d'emprunt obligataire émis par l'Etat par l'intermédiaire du Trésor public. L'acheteur d'un Bon du trésor se retrouve donc créancier de l'Etat qui, lui, s'engage à rembourser à l'acheteur à une échéance déterminée et, avant cette échéance, à lui verser régulièrement des intérêts.

Si un Etat sollicite le marché financier, c'est qu'il est en proie à des difficultés de trésorerie. En effet, le Bon du trésor est l'un des nombreux instruments financiers dont dispose justement un pays pour se financer ou refinancer sa dette. Il ne serait pas risqué d'affirmer que le rythme d'endettement actuel n'est que la traduction des difficultés budgétaires du Gabon.

Le projet de loi de finances pour l'année prochaine, présenté par le ministère du Budget et des Comptes publics lors du conseil des ministres du 13 octobre 2016, est on ne peut plus patent. Le budget 2017 du Gabon a été évalué à 2 477,5 milliards de francs contre 2 626 milliards de francs dans la loi de finances 2016, soit une baisse de 148,5 milliards de francs (-5 %).

Si la baisse des ressources budgétaires d'un Etat est généralement imputable à une conjoncture économique défavorable au niveau mondial, pour le cas de notre pays, cette situation est due vraisemblablement à une gestion calamiteuse des fonds publics qui sont confondus aux fonds privés ; aux

réformes très coûteuses et au financement des projets pour le moins inutiles. Les fameux investissements de prestige qui ne rapportent rien à l'Etat.

Même si les autorités donnent l'impression de maîtriser tout en tentant de rassurer l'opinion, notamment les salariés publics, les entreprises auprès desquelles le Gabon est débiteur et les partenaires extérieurs, les signaux actuels montrent que notre pays est au bord de la faillite, au point de solliciter, quasiment chaque trimestre, les marchés financiers sous-régionaux et internationaux. Ce qui crédite la thèse de l'opposant Jean Ping, qui assure que « le Gabon fait face à de sérieuses difficultés financières » et que « l'endettement national poursuit sa dérive catastrophique ».

Plusieurs années avant l'ancien président de la Commission de l'Union africaine, on se rappelle que le professeur Albert Ondo Ossa avait prédit cette situation. Mais pour faire plaisir à son maître, Blaise Louembet, alors ministre du Budget, s'était empressé de balayer d'un revers de la main les affirmations de son ancien enseignant.

Aujourd'hui, même les organismes internationaux ne cachent plus leur inquiétude. En témoigne le dernier rapport de Fitch Rating. En effet, le 14 octobre dernier, la note B+ du Gabon classe notre pays dans la catégorie des pays où il n'est pas conseillé d'investir.

Les inquiétudes de Fitch Rating se fondent sur une décroissance des recettes budgétaires de l'Etat. L'agence prévoit un déficit budgétaire de 2,5 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2016. Selon l'agence, les réserves fiscales du Gabon sont épuisées et les options de financement réduites.

Les dépôts du gouvernement à la banque centrale et dans les banques commerciales, indique Fitch Rating, ont chuté de 1,7 milliard de dollars (8,6 % du PIB) en fin 2014, à 8,2 % du PIB en fin 2015 et à environ 880 millions de dollars (6,2 % du PIB) en 2016. De plus, selon l'agence américaine, la dette publique du Gabon atteindra 48 % du PIB à la fin de l'année en cours pour culminer à 50 % en 2018, juste en dessous de la moyenne des Etats notés "B" qui est de 54 % du PIB.

Jacky Mondjo